

EXTRAIT DU REGISTRE DES DELIBERATIONS DU CONSEIL MUNICIPAL

Séance du : 21/03/2026

Date de convocation : 17/03/2026

Nombre de Conseillers municipaux en exercice : 15

Président : Philippe BONNIER, Maire

Secrétaire élu : Adeline DURAND

Étaient présents : Philippe BONNIER, Adeline DURAND, Arnaud MOUNIER, Christine VAQUER PLUVY, Thierry FAYOLLE, Dominique TROLLIET, Lionel RICHARD, Angélique BORDET PACCARD, Cécile BERGER, Christophe VENET, Caroline PIVARD, Franck BORDET, Sylvie DELOBRE, Yoan MAMMERI, Thibaut BOUCHUT,

Étaient excusés :

N° 13.03.26

OBJET : Délégations consenties au maire de Coise par le Conseil Municipal – Article L 2122-22 du code général des collectivités territoriales

Monsieur le Maire expose que les dispositions du code général des collectivités territoriales (article L 2122-22) permettent au conseil municipal de déléguer au maire un certain nombre de ses compétences.

Il invite le Conseil Municipal à délibérer à ce sujet.

LE CONSEIL MUNICIPAL

OUI l'exposé de Monsieur le Maire

Vu l'article L 2122-22 du Code Général des Collectivités Territoriales

Après en avoir délibéré

A l'unanimité des membres présents

1°/ DONNE SON ACCORD pour déléguer à Monsieur le Maire, pour la durée du présent mandat, les attributions suivantes :

- D'arrêter et modifier l'affectation des propriétés communales utilisées par les services publics municipaux et de procéder à tous les actes de délimitation des propriétés communales ;
- De procéder dans la limite de 200 000 € à la réalisation des emprunts destinés au financement des investissements prévus par le budget, et aux opérations financières utiles à la gestion des emprunts, y compris les opérations de couvertures des risques de taux et de change ainsi que de prendre les décisions mentionnées au III de l'article L 1618-2 et au a de l'article [L. 2221-5-1](#), sous réserve des dispositions du c de ce même article, et de passer à cet effet les actes nécessaires. Les délégations consenties en application du présent article prennent fin dès l'ouverture de la campagne électorale pour le renouvellement du conseil municipal.

- Envoyé en préfecture le 03/04/2026
Reçu en préfecture le 03/04/2026
Publié le
ID : 069-216900621-20260321-13_03_26-DE
- De prendre toutes décisions concernant la préparation et le règlement des marchés et des accords-cadre concernant leurs avenants, lorsque les crédits sont inférieurs à 90 000 € HT.
 - De passer les contrats d'assurance inférieurs aux seuils de procédure formalisée et accepter les indemnités de sinistre s'y afférentes.
 - De prononcer la délivrance et la reprise des concessions dans le cimetière.
 - De décider l'aliénation de gré à gré de biens mobiliers jusqu'à 4 600 euros.
 - De fixer les reprises d'alignement en application d'un document d'urbanisme
 - D'intenter au nom de la Commune les actions en justice ou de défendre la Commune dans les actions intentées contre elle, dans les cas définis par le Conseil Municipal et de transiger avec les tiers dans la limite de 1 000 € pour les communes de moins de 50 000 habitants
 - De régler les conséquences dommageables des accidents dans lesquels sont impliqués des véhicules municipaux, dans la limite de 10 000 €.
 - De réaliser les lignes de trésorerie sur la base d'un montant de 200 000 € par année civile
 - D'autoriser, au nom de la commune, le renouvellement de l'adhésion aux associations dont elle est membre dont le montant ne dépasse pas 1000 €

2°/ Le Conseil Municipal sera tenu informé des actions engagées dans le cadre de la délégation dans les conditions prévues à l'article L 5211-10 du Code Général des Collectivités Territoriales.

3°/ **CHARGE** Monsieur le Maire de la poursuite et de l'exécution de la présente délibération.

Ainsi fait et délibéré aux, jour, mois et an ci-dessus.

Pour extrait conforme,

Le Maire,

Philippe BONNIER

Le secrétaire de séance,

Adeline DURAND



A handwritten signature in blue ink, which appears to be 'Adeline Durand', is written across the page.